

Maingain : « Le budget menace la sécurité à Bruxelles »

PARLEMENT Des débats musclés à la Chambre

► Pour le leader du parti amarante, les choix budgétaires vont à l'encontre de la sécurité.
► Et la situation actuelle est le fruit de désinvestissements.

La séance plénière de la Chambre a été l'objet de vifs débats autour du budget. Après avoir vertement critiqué le tax shift, mercredi, l'opposition a, cette fois, réservé un sort tout aussi peu enviable au budget. « *Les choix budgétaires menacent le cœur même de l'Etat* », a dit Olivier Maingain, président de Défi (ex-FDF) au lendemain de fortes critiques visant, au nord du pays, les zones de police bruxelloises après les attentats de Paris. D'aucuns avaient réitéré leurs appels à la fusion des zones. « *L'insécurité à Bruxelles ne relève pas de la responsabilité des zones de police locale mais est le résultat d'années de désinvestissements dans la police fédérale, et de vos choix avec la N-VA* », a estimé mercredi à la

Chambre le président de DéFI Olivier Maingain à l'adresse singulière du MR.

Revenant d'une conférence des chefs de corps bruxellois, Olivier Maingain a fourni quelques exemples et quelques chiffres pour démontrer que ce ne sont pas les zones locales qui sont responsables de la situation, mais bien le désinvestissement dans la police fédérale.

Il y a dix ans, on comptait 1.400 hommes en soutien aux

missions de la police locale bruxelloise, pour certains événements, notamment les manifestations. Il en reste aujourd'hui 166 au sein de la police fédérale pour ce type de missions, sachant qu'avec les jours de récupération et de maladie on peut compter sur une personne effective

sur sept. Les six zones bruxelloises comptent elles 14 pelotons, soit 560 personnes pour ces missions.

Un jour, l'Union européenne signifiera à la Belgique que sa capitale ne sera « plus digne » d'accueillir en son sein les institutions si le pays n'est pas ca-

pable d'assumer la sécurité, a dit M. Maingain.

Le député a dit avoir recueilli mercredi les témoignages de responsables des zones bruxelloises expliquant avoir dû parer au plus pressé pour faire face à l'indisponibilité du charroi de la police fédérale ou du carburant

pour les hélicoptères, mesures d'économies obligent. D'autres ont dû se débrouiller pour emprunter à d'autres zones des gaz

lacrymogènes.

Olivier Maingain a également évoqué mercredi la démission des deux présidents de la commission permanente de la police

locale, qui ont dénoncé l'absence de contact avec le ministre de l'Intérieur Jan Jambon.

Le groupe CDH a également critiqué le budget en débat. Il est révélateur des « fractures » au sein de la majorité entre « la droite dure, la droite de la droite et les centristes du CD&V », a indiqué la cheffe de groupe CDH Catherine Fonck.

Outre « les idées choc qui font pschit » émanant du président

de la N-VA Bart De Wever (suppression des allocations familiales pour les réfugiés, diminution des charges pour les pouvoirs locaux), on observe également celles qui révèlent la « violence » de certains partis, au sein de l'attelage gouvernemental, a souligné Mme Fonck.

Il a évoqué la démission des deux présidents de la commission permanente de la police

« Certains confondent réformes et violence ou brutalité », a-t-elle précisé, évoquant la volonté de réintégration sur le marché du travail, sous peine de sanctions, des malades et handicapés, la diminution de moitié voire de trois quarts de la garantie de revenus pour les femmes, compléments permettant d'avoir un peu plus que l'allocation de chômage, ou encore, la proposition d'interdire le cumul, pour les handicapés, de l'allocation de remplacement avec le revenu d'intégration ou la Grapa. « *Ce budget est historique car rempli d'illusions* », a synthétisé l'élue centriste. ■

BERNARD DEMONTY (avec b)